



Perspectives économiques de l'OCDE,  
Rapport intermédiaire

# Agir plus vite pour consolider la reprise

MARS 2021





# **Agir plus vite pour consolider la reprise**

Mars 2021

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

**Merci de citer cet ouvrage comme suit :**

OCDE (2021), *Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire mars 2021*, Éditions OCDE, Paris,  
<https://doi.org/10.1787/01954fa3-fr>.

ISBN 978-92-64-76717-1 (pdf)

Perspectives économiques de l'OCDE  
ISSN 0304-3274 (imprimé)  
ISSN 1684-3436 (en ligne)

**Crédits photo :** Couverture © Zubad/Shutterstock.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : [www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm](http://www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm).

© OCDE 2021

---

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

---

# Agir plus vite pour consolider la reprise

## Résumé

- Les perspectives de l'économie mondiale se sont considérablement améliorées ces derniers mois, avec le déploiement progressif de vaccins efficaces, l'annonce de relance budgétaire supplémentaire dans certains pays et l'apparition de signaux indiquant que les économies réagissent mieux face aux mesures de lutte contre la COVID-19.
- L'OCDE table sur une croissance du PIB mondial de 5½ pour cent en 2021 et 4 % en 2022, avec une production mondiale qui pourrait dépasser son niveau d'avant la pandémie d'ici mi-2021. Malgré l'amélioration des perspectives internationales, la production et les revenus risquent d'être toujours, fin 2022, inférieurs aux niveaux attendus avant la pandémie dans de nombreux pays.
- Aux États-Unis, l'effort massif de relance budgétaire et l'accélération de la campagne de vaccination pourraient ajouter plus de 3 points à la croissance du PIB du pays cette année, avec des retombées bienvenues sur la demande chez les principaux partenaires commerciaux.
- Les signes de divergence entre les pays et les secteurs se multiplient. Dans certains pays et secteurs de services, la croissance sera freinée à court terme par des mesures d'endiguement strictes, mais dans d'autres, elle bénéficiera de politiques de santé publique efficaces, de l'accélération du déploiement des vaccins et d'un soutien public massif.
- D'importants risques subsistent. Une accélération des campagnes de vaccination dans le monde permettrait une levée plus rapide des restrictions et stimulerait la confiance et les dépenses. En revanche, la lenteur de la vaccination et l'arrivée de nouveaux variants du virus résistants aux vaccins actuels affaibliraient la reprise et provoqueraient des pertes d'emploi et des défaillances d'entreprises en plus grand nombre.
- Des tensions sur les coûts ont fait leur apparition sur les marchés de produits de base sous l'effet de la reprise de la demande et de ruptures d'approvisionnement temporaires, mais en raison de l'excès de capacités observé actuellement dans le monde, l'inflation sous-jacente reste modérée.
- Mobiliser toutes les ressources nécessaires pour produire et déployer la vaccination aussi vite que possible, partout dans le monde, est une priorité absolue pour sauver des vies, préserver les revenus et limiter les effets négatifs des mesures d'endiguement sur le bien-être. Les moyens requis pour fournir des vaccins aux pays à faible revenu sont peu de chose comparés aux avantages d'une reprise mondiale plus vigoureuse et plus rapide.
- Le soutien budgétaire doit être fonction de l'état de l'économie ainsi que du rythme des vaccinations, et de nouvelles mesures doivent être mises en œuvre, rapidement et intégralement, si besoin. Il faut éviter tout resserrement prématuré de la politique budgétaire.
- L'orientation actuellement très accommodante de la politique monétaire doit être maintenue, et autoriser un dépassement temporaire de l'objectif d'inflation globale à condition que les tensions sous-jacentes sur les prix restent bien contenues, et si nécessaire, il faut actionner des leviers macroprudentiels pour garantir la stabilité financière.
- Jusqu'à ce que la vaccination permette d'assouplir largement les mesures limitant les interactions sociales, les aides au revenu des ménages et des entreprises resteront nécessaires, mais il conviendrait de privilégier plutôt le soutien aux personnes et, pour aider les entreprises, les subventions et les apports de fonds propres, de préférence à l'endettement.
- Dans tous les pays, il faut renforcer les réformes structurelles pour multiplier les chances, stimuler le dynamisme de l'économie et favoriser une reprise forte, durable et inclusive.
- Le calendrier et l'agencement des réformes sont des paramètres importants afin d'en améliorer les avantages pour la collectivité et de soutenir la demande à court terme.

- Par ailleurs, la coordination internationale des politiques est primordiale pour accroître les retombées bénéfiques des mesures prises au niveau national en vue de combattre la pandémie, d'améliorer la résilience et d'assurer une reprise forte et inclusive.

### Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE : prévisions, mars 2021

| Croissance du PIB réel |       |                           |                                                   |                           |                                                   |
|------------------------|-------|---------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------------------------------|
| Glissement annuel en % |       |                           |                                                   |                           |                                                   |
|                        | 2020  | 2021                      |                                                   | 2022                      |                                                   |
|                        |       | Prévisions intermédiaires | Différence par rapport aux prévisions de décembre | Prévisions intermédiaires | Différence par rapport aux prévisions de décembre |
| Monde                  | -3.4  | 5.6                       | 1.4                                               | 4.0                       | 0.3                                               |
| G20 <sup>1</sup>       | -3.2  | 6.2                       | 1.5                                               | 4.1                       | 0.4                                               |
| Australie              | -2.5  | 4.5                       | 1.3                                               | 3.1                       | 0.0                                               |
| Canada                 | -5.4  | 4.7                       | 1.2                                               | 4.0                       | 2.0                                               |
| Zone euro              | -6.8  | 3.9                       | 0.3                                               | 3.8                       | 0.5                                               |
| Allemagne              | -5.3  | 3.0                       | 0.2                                               | 3.7                       | 0.4                                               |
| France                 | -8.2  | 5.9                       | -0.1                                              | 3.8                       | 0.5                                               |
| Italie                 | -8.9  | 4.1                       | -0.2                                              | 4.0                       | 0.8                                               |
| Espagne <sup>2</sup>   | -11.0 | 5.7                       | 0.7                                               | 4.8                       | 0.8                                               |
| Japon                  | -4.8  | 2.7                       | 0.4                                               | 1.8                       | 0.3                                               |
| Corée                  | -1.0  | 3.3                       | 0.5                                               | 3.1                       | -0.3                                              |
| Mexique                | -8.5  | 4.5                       | 0.9                                               | 3.0                       | -0.4                                              |
| Turquie                | 1.8   | 5.9                       | 3.0                                               | 3.0                       | -0.2                                              |
| Royaume-Uni            | -9.9  | 5.1                       | 0.9                                               | 4.7                       | 0.6                                               |
| États-Unis             | -3.5  | 6.5                       | 3.3                                               | 4.0                       | 0.5                                               |
| Argentine              | -10.5 | 4.6                       | 0.9                                               | 2.1                       | -2.5                                              |
| Brésil                 | -4.4  | 3.7                       | 1.1                                               | 2.7                       | 0.5                                               |
| Chine                  | 2.3   | 7.8                       | -0.2                                              | 4.9                       | 0.0                                               |
| Inde <sup>3</sup>      | -7.4  | 12.6                      | 4.7                                               | 5.4                       | 0.6                                               |
| Indonésie              | -2.1  | 4.9                       | 0.9                                               | 5.4                       | 0.3                                               |
| Russie                 | -3.6  | 2.7                       | -0.1                                              | 2.6                       | 0.4                                               |
| Arabie Saoudite        | -4.0  | 2.6                       | -0.6                                              | 3.9                       | 0.3                                               |
| Afrique du Sud         | -7.2  | 3.0                       | -0.1                                              | 2.0                       | -0.5                                              |

Note : Écart par rapport aux Perspectives économiques de décembre 2020 exprimé en points de pourcentage, sur la base de chiffres arrondis. L'agrégation du monde et du G20 utilise des poids mouvants des PIB nominaux à parités de pouvoir d'achat.

1. L'Union européenne est membre à part entière du G20, mais l'agrégat G20 comprend uniquement les pays qui en sont également membres à titre individuel.

2. L'Espagne est un invité permanent du G20.

3. Exercice fiscal débutant en avril.

## Le rebond après la pandémie est plus rapide que prévu

Les perspectives de sortie définitive de la crise se sont améliorées, grâce aux nouvelles encourageantes concernant les avancées de la production et du déploiement des vaccins et à une reprise au niveau mondial plus rapide que prévu au deuxième semestre 2020, mais on voit que l'activité évolue de manière de plus en plus divergente selon les secteurs et les économies. Les anticipations d'une reprise plus vigoureuse transparaissent également sur les marchés financiers et les marchés de produits de base, les rendements des obligations d'État à long terme et les cours du pétrole ayant retrouvé leurs niveaux d'avant la pandémie.

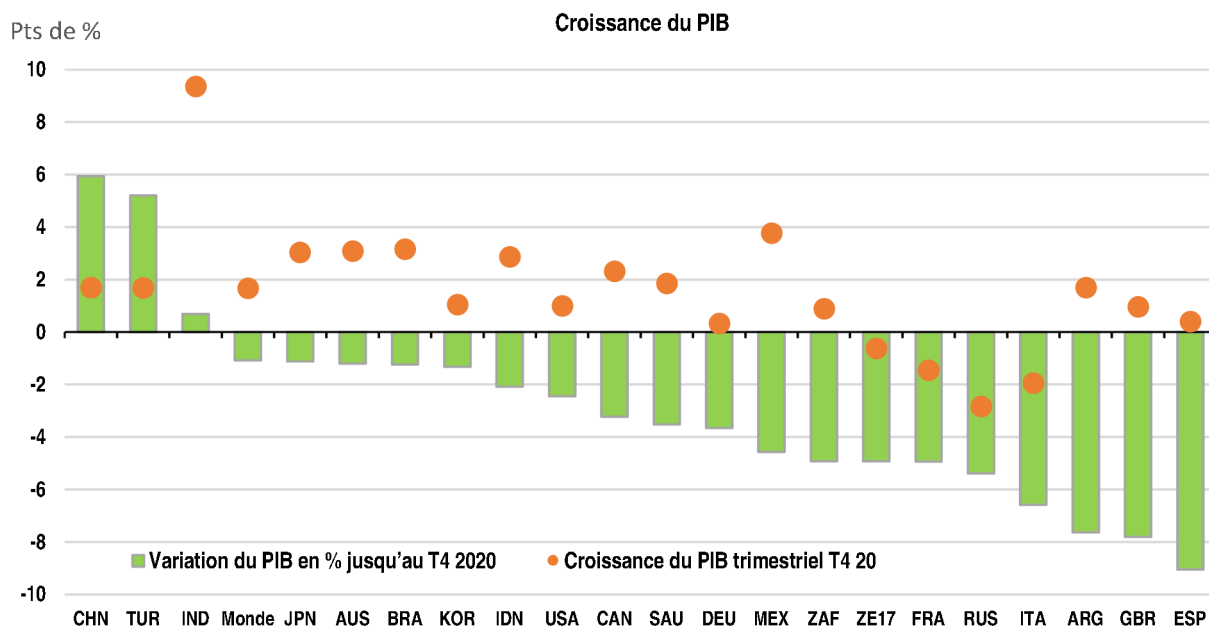
La reprise de l'activité s'est poursuivie au quatrième trimestre 2020, malgré de nouvelles vagues épidémiques dans de nombreuses économies et un durcissement des mesures d'endiguement. La production mondiale est restée inférieure d'environ 1 % à son niveau d'avant la pandémie, avec des différences marquées du rythme de la reprise selon les économies (graphique 1)<sup>1</sup>. Le rebond a été relativement rapide dans plusieurs grandes économies de marché émergentes. L'activité a dépassé ses niveaux d'avant la pandémie en Chine, en Inde et en Turquie, dopée par de vigoureuses mesures budgétaires et quasi-budgétaires ainsi que par le redémarrage de l'activité dans l'industrie manufacturière et la construction. Les déficits de production sont restés relativement modérés dans de nombreuses économies de la région Asie-Pacifique, dont l'Australie, le Japon et la Corée, grâce à l'efficacité des mesures d'endiguement rigoureuses adoptées, aux aides publiques et au redémarrage plus large du secteur manufacturier au niveau régional. Des mesures de relance vigoureuses et une amélioration des conditions financières ont permis de stimuler l'activité aux États-Unis, même si la dynamique a faibli fin 2020. Dans les grandes économies européennes avancées, la reprise a été moins rapide à cause des perturbations massives provoquées par de nouvelles vagues de contaminations et de la réduction des heures de travail qui s'en est suivie dans de nombreux secteurs de services. Les différences de spécialisation sectorielle ont aussi un impact sur la croissance, les économies les plus dépendantes du tourisme et des déplacements internationaux étant généralement celles où le PIB a le plus reculé en 2020.

Il semble que les mesures d'endiguement et la diminution de la mobilité qu'elles entraînent aient désormais un impact négatif sur l'activité plus limité qu'aux premiers stades de la pandémie (graphique 2). Cette évolution résulte peut-être en partie d'un ciblage plus judicieux des mesures de santé publique et des aides au revenu. De plus, les restrictions récentes visent principalement les secteurs de services impliquant une forte proximité physique entre les fournisseurs et les clients, l'activité n'étant généralement que peu touchée dans le secteur manufacturier et celui de la construction. Les entreprises et les consommateurs se sont aussi adaptés à l'évolution des dispositions concernant le travail et des restrictions sanitaires. Si ces facteurs contribuent à limiter le coût économique des mesures d'endiguement actuelles par rapport au printemps 2020, on peut aussi penser que le rebond économique qui suivra la levée des restrictions sera peut-être également plus modeste que généralement attendu.

---

<sup>1</sup> Les différences entre les mesures nationales de l'activité des services non marchands pendant les phases de fermeture et de réouverture compliquent la comparaison de l'évolution du PIB entre les économies depuis le début de la pandémie.

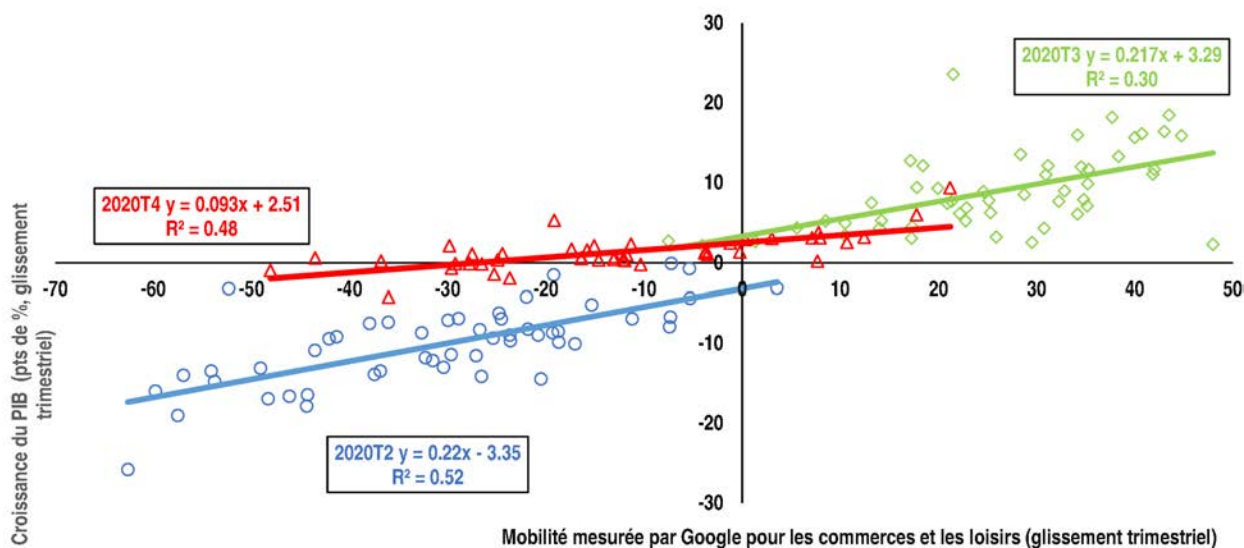
**Graphique 1. La croissance s'est poursuivie au quatrième trimestre 2020, mais des divergences de plus en plus marquées apparaissent**



Note : Prévisions de PIB du quatrième trimestre établies par l'OCDE pour l'Argentine et l'Afrique du Sud. Agrégats pondérés à PPA pour le PIB mondial. Données non annualisées pour la croissance trimestrielle du PIB au T4 2020.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

**Graphique 2. L'impact des restrictions à la mobilité sur l'activité diminue**



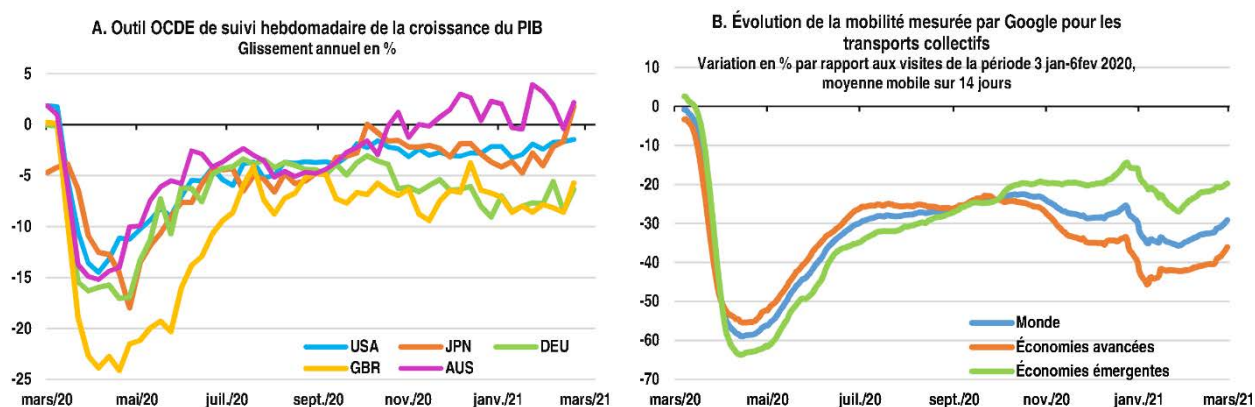
Note : Sur la base d'un échantillon de 51 économies avancées et économies de marché émergentes aux deuxième (en bleu) et troisième (en vert) trimestres de 2020, et de 43 pays au quatrième trimestre (en rouge). Les coefficients signifient qu'en moyenne, une diminution (augmentation) trimestrielle de 10 points de la mobilité a été associée à une baisse (hausse) de 2.2 points de pourcentage de la croissance trimestrielle du PIB au T2 2020 (et au T3 2020), et à un recul de 0.9 point de pourcentage au T4 2020.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; Google LLC, Rapports sur la mobilité de la communauté - COVID-19, <https://www.google.com/covid19/mobility/?hl=fr> ; et calculs de l'OCDE.

Les indicateurs d'activité à haute fréquence montrent une accentuation des divergences au début de l'année 2021 (graphique 3). L'outil de suivi hebdomadaire de la croissance du PIB établi par l'OCDE à partir des indicateurs Google Trends fondés sur les requêtes des internautes fait apparaître, dans des pays comme l'Australie, les États-Unis et le Japon, des résultats stables ou en voie d'amélioration par rapport à ceux relevés, par exemple, en Allemagne et au Royaume-Uni, où des mesures d'endiguement strictes restent en vigueur. Un schéma comparable ressort des enquêtes récentes auprès des entreprises, avec ainsi les indices des directeurs d'achat relatif à la production qui restent inférieurs dans les grandes économies européennes par rapport à ceux des autres pays, en particulier dans les services. L'indicateur Google de la mobilité (incorporant le suivi de l'emplacement géographique des utilisateurs) relative aux commerces et aux voyages montre aussi que les divergences s'accroissent, les résultats des économies de marché émergentes continuant de s'améliorer par rapport à ceux des économies avancées.

La production industrielle mondiale a continué de se redresser ces derniers mois, et les échanges mondiaux de marchandises ont maintenant retrouvé leurs niveaux d'avant la pandémie (graphique 4), grâce à la forte demande de matériel informatique et de fournitures médicales. L'investissement des entreprises est lui aussi fortement reparti à la hausse, malgré la persistance des incertitudes à court terme et le niveau élevé de l'endettement des entreprises. Cela étant, la dynamique s'est essouffée vers la fin 2020 dans les économies pour lesquelles on dispose de mesures mensuelles de la production ou du PIB, en raison de l'activité contenue dans les secteurs de services.

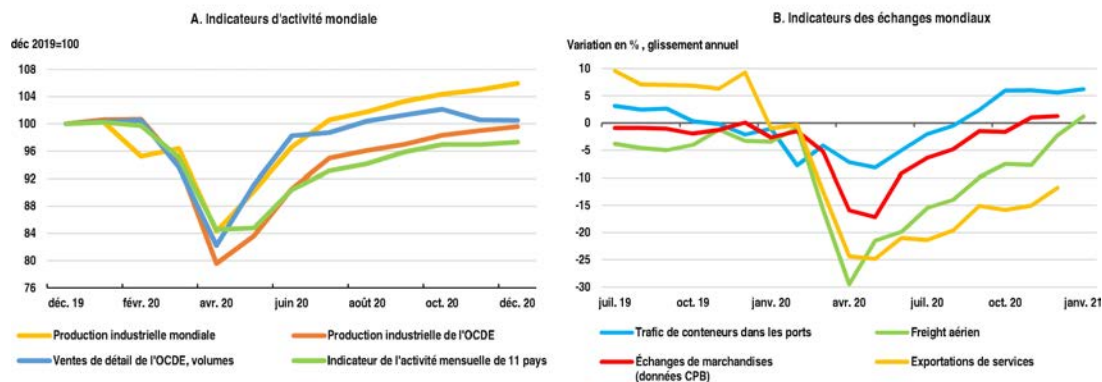
### Graphique 3. Les indicateurs à haute fréquence font apparaître des divergences de plus en plus marquées



Note : L'outil OCDE de suivi hebdomadaire de la croissance du PIB est un indicateur à haute fréquence en temps réel de l'activité économique établi par apprentissage automatique à partir de données Google Trends. Cet outil permet de calculer des estimations du taux de croissance en glissement annuel du PIB hebdomadaire. Partie B du graphique : indicateurs de la mobilité en fonction de l'emplacement géographique, agrégés à l'aide de pondérations à PPA.

Source: OCDE ; Google LLC, Rapports sur la mobilité de la communauté - COVID-19, <https://www.google.com/covid19/mobility/?hl=fr> ; et calculs de l'OCDE.

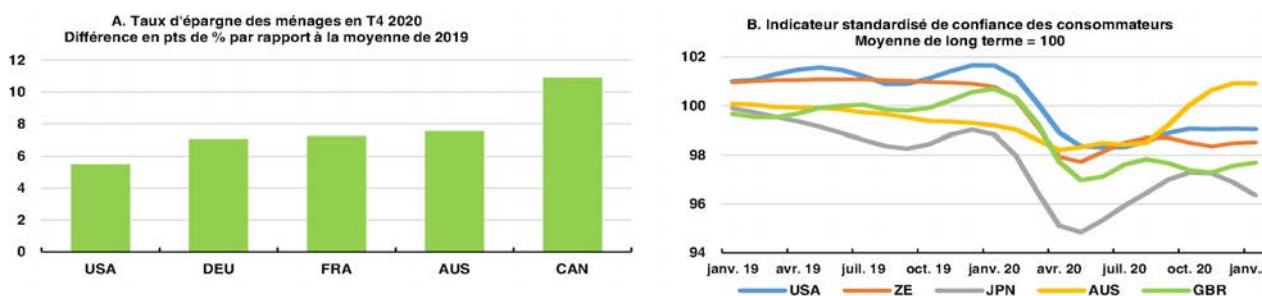
## Graphique 4. L'activité industrielle et les échanges redémarrent, mais la dynamique s'essouffle dans les secteurs de services



Note : Agrégats pondérés à PPA dans la partie A. Les ventes au détail sont mesurées à partir de la consommation mensuelle des ménages aux États-Unis et d'un indicateur synthétique de la consommation mensuelle au Japon. L'indicateur d'activité sur 11 pays utilise le PIB ou les données sur la production à l'échelle de l'économie pour l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée, la Finlande, le Japon, le Mexique, la Norvège et le Royaume-Uni. Dans la partie B, toutes les données s'entendent en volume, sauf les exportations de services exprimées sous la forme d'un agrégat d'exportations nominales mensuelles en USD dans 38 pays.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; Bureau central de planification (Centraal Planbureau) des Pays-Bas ; Association du transport aérien international (IATA) ; indice du trafic de conteneurs RWI/ISL ; OMC ; et calculs de l'OCDE.

## Graphique 5. L'épargne des ménages pourrait permettre de libérer une partie de la demande contenue, mais la confiance reste faible

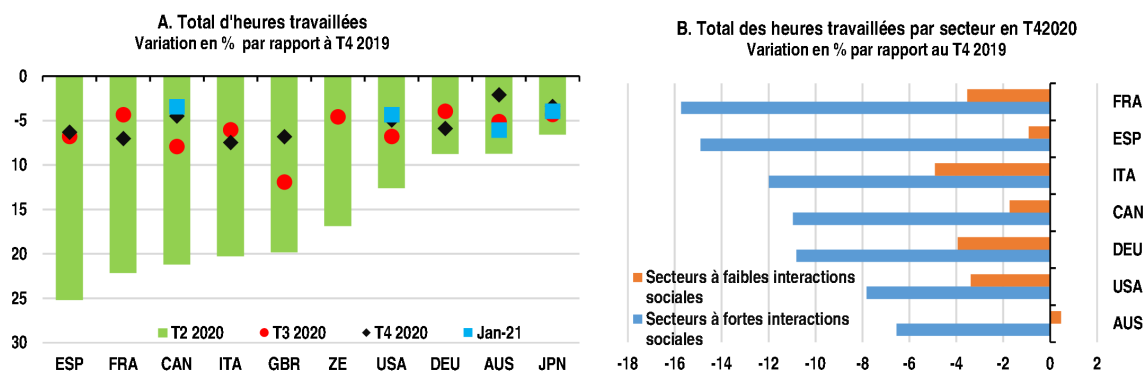


Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

Les dépenses de consommation ont alimenté le rebond initial de l'activité à la réouverture des économies l'été dernier, mais sont restées globalement faibles pendant le quatrième trimestre, bridées par la résurgence des inquiétudes sanitaires et l'effet des nouvelles mesures d'endiguement sur les dépenses dans les secteurs du commerce et des loisirs. Les échanges internationaux de services sont aussi restés atones. Au quatrième trimestre 2020, le taux d'épargne des ménages était encore bien supérieur à ses niveaux d'avant la pandémie, laissant entrevoir des perspectives de dépenses futures, mais il faut encore que la confiance des consommateurs s'affermisse dans la plupart des pays (graphique 5). Il faudra que le déploiement des vaccins s'accélère pour favoriser un rétablissement de la confiance, une amélioration de la situation sur le marché du travail et une diminution de l'épargne de précaution.

Le marché du travail se redresse lentement, grâce aux dispositifs de maintien dans l'emploi comme le chômage partiel ou les subventions salariales qui aident toujours à préserver l'emploi en Europe et au Japon. Cependant, dans les économies de l'OCDE, on compte près de 10 millions de chômeurs de plus qu'avant la crise, les taux d'inactivité ont augmenté et les taux d'emploi diminué. Dans les pays en développement, les pertes d'emploi ont été considérables, aggravant la pauvreté et le dénuement pour des millions de travailleurs. Le total des heures travaillées reste inférieur de quelque 5 % en moyenne à son niveau d'avant la pandémie dans les grandes économies avancées (graphique 6, partie A), avec des différences marquées entre les secteurs. Les déficits sont largement concentrés dans les activités de services à forte intensité d'emploi où la proximité physique est importante (graphique 6, partie B) comme les loisirs, l'hébergement, le transport et le commerce de détail et de gros. À eux tous, ces secteurs représentent entre 20 et 30 % de l'emploi dans la plupart des économies, et beaucoup de ces emplois resteront précaires tant que les vaccins n'auront pas été déployés massivement et que les mesures d'endiguement ne seront pas considérablement allégées. Les femmes, les jeunes et les travailleurs à faible revenu sont particulièrement exposés à ces risques étant donné l'importance relative de ces secteurs pour leurs emplois.

**Graphique 6. La situation du marché du travail reste fragile dans certains secteurs**



Note : Données relatives à l'ensemble de l'économie pour le nombre d'heures travaillées dans tous les pays, sauf aux États-Unis où les données se rapportent au nombre total d'heures travaillées par les salariés non agricoles du secteur privé. Pour le Japon, les estimations correspondent à l'emploi total et au nombre mensuel moyen d'heures travaillées par salarié. Les secteurs à fortes interactions sociales sont ceux où les interactions sociales sont nombreuses entre les fournisseurs et les clients, à savoir le commerce de gros et de détail, les activités d'hébergement et de restauration, le transport et l'entreposage, les arts, spectacles et loisirs, et les autres services aux personnes.

Source : Bureau d'analyse économique (BEA, Bureau of Economic Analysis) des États-Unis ; Statistique Canada ; Bureau australien de statistiques (ABS, Australian Bureau of Statistics) ; Bureau des statistiques du Japon ; Eurostat ; Office des statistiques nationales (ONS, Office for National Statistics) du Royaume-Uni ; et calculs de l'OCDE.

D'amples mesures de soutien budgétaire et monétaire continuent d'étayer l'activité. Les mesures budgétaires discrétionnaires supplémentaires annoncées dans plusieurs pays au cours des trois derniers mois viendront s'ajouter au soutien global octroyé cette année, notamment aux États-Unis, au Japon, en Allemagne, au Canada et en Inde. De nombreux pays ont aussi étendu les dispositifs d'aide au revenu, ou prévoient d'en instaurer à nouveau, comme c'est le cas au Brésil. En revanche, la politique budgétaire pourrait être resserrée dans certaines économies de marché émergentes cette année, dont la Chine. En Europe, les dépenses au titre du plan de relance « Next Generation EU » devraient débiter dans le courant de l'année, mais en 2021, les mesures discrétionnaires de relance budgétaire dans leur ensemble seront, semble-t-il, sans doute relativement modérées, de l'ordre d'1 % du PIB dans la zone euro, malgré de considérables excès de capacités.

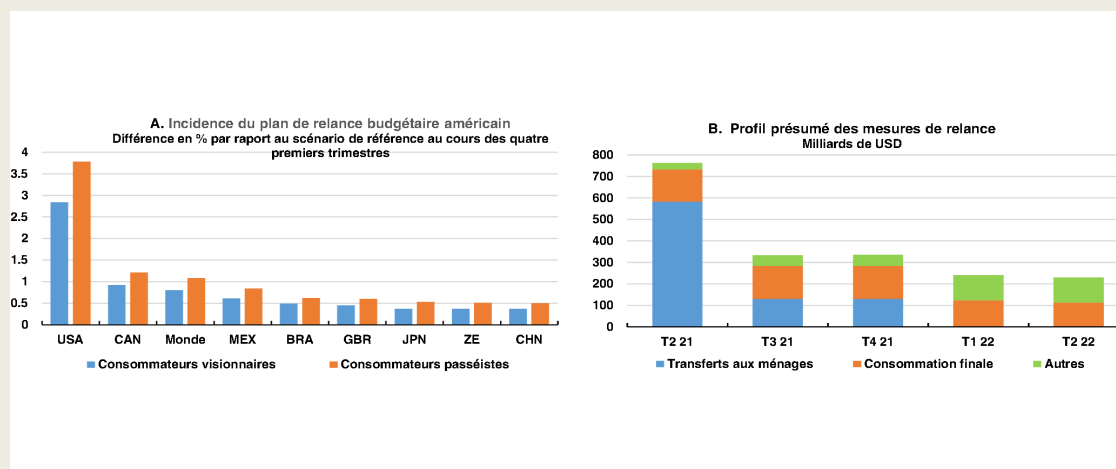
Aux États-Unis, l'ampleur du soutien budgétaire devrait être bien supérieure à celle observée dans la plupart des autres pays. Le Consolidated Appropriations Act adopté en décembre dernier contient de nouvelles mesures temporaires représentant 900 milliards USD (soit 4 % du PIB) et portant essentiellement sur une aide d'urgence en faveur des ménages et des chômeurs. Le revenu disponible réel des ménages américains a augmenté de 11 % en janvier, mais les dépenses réelles de consommation n'ont progressé que de 2 %, l'essentiel des revenus supplémentaires ayant dans un premier temps été épargné. Le plan de sauvetage américain qui va être mis en œuvre contient des mesures de relance beaucoup plus vastes, qui pourraient faire augmenter la demande agrégée de 3 à 4 % en moyenne au cours des quatre prochains trimestres, avec des effets d'entraînement bienvenus chez les grands partenaires commerciaux du pays (encadré 1).

#### Encadré 1. L'incidence potentielle du plan de sauvetage américain

Aux États-Unis, la relance budgétaire prévue dans le plan de sauvetage américain redynamisera nettement l'activité à court terme si toutes les dispositions de ce plan sont adoptées. Au total, il est prévu que ces nouvelles mesures représentent jusqu'à 1 900 milliards USD (environ 8½ pour cent du PIB du scénario de référence). Le rythme auquel ces mesures entreront en vigueur reste incertain, même si les paiements aux ménages en faveur de la relance, qui constituent environ un cinquième de l'ensemble du train des mesures prises, insuffleront une impulsion immédiatement perceptible. D'autres mesures, comme l'augmentation de la consommation finale aux niveaux fédéral et fédéré et les crédits d'impôt, ne sont qu'en partie liées à la pandémie et seront sans doute échelonnées sur l'année qui vient. La poursuite d'une politique monétaire accommodante aux États-Unis, que l'orientation actuelle laisse présumer, contribuerait à amplifier les effets démultiplicateurs à court terme des mesures prises. Cela étant, des mesures d'endiguement pourraient limiter la répercussion de la hausse des revenus sur les dépenses, et l'incertitude inciterait sans doute les ménages à accroître leur épargne de précaution.

Les simulations indicatives fondées sur le modèle macroéconomique NiGEM indiquent que les mesures proposées pourraient entraîner une hausse de la production américaine d'environ 3 à 4 % en moyenne lors de la première année complète de déploiement du plan (à savoir du T2 2021 au T2 2022), ce qui correspondrait dans une large mesure à l'excès de capacités dans l'économie américaine, telles qu'elles sont estimées actuellement. Une telle évolution contribuerait à doper la demande dans d'autres économies, avec une hausse de la production comprise entre ½ et 1 point au Canada et au Mexique et entre ¼ et ½ point dans la zone euro et en Chine (graphique 7, partie A). À court terme, l'emploi serait également stimulé aux États-Unis, ce qui se matérialiserait par une hausse de 2¼ à 3 millions d'emplois fin 2021, mais l'inflation progresserait également, d'environ ¾ de point par an en moyenne sur les deux premières années du choc de relance. Sous l'effet de la croissance vigoureuse des importations aux États-Unis, le déficit courant américain se creuserait alors d'approximativement ¾ pour cent du PIB en moyenne au cours des quatre premiers trimestres du choc.

## Graphique 7. L'impact de la relance sur le PIB sera important



Note : Le profil de la relance, tel qu'il ressort de la partie B, est indicatif.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur le modèle macroéconomique NiGEM.

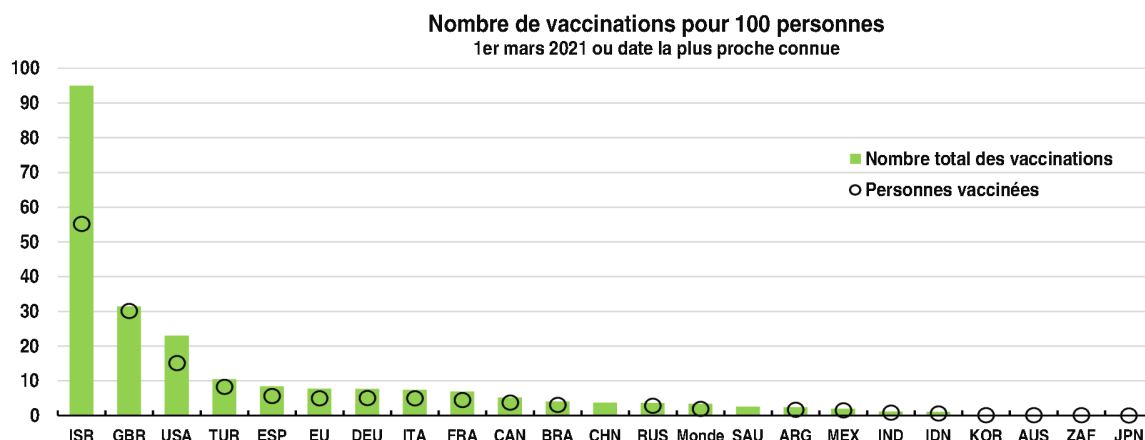
Ces estimations se fondent sur l'hypothèse que deux cinquièmes de l'ensemble des mesures de relance prendront effet au second trimestre 2021, dans une large mesure grâce une augmentation des transferts publics, et que les autres mesures s'échelonnent sur un an (graphique 7, partie B). Les taux directeurs demeureront inchangés aux États-Unis et dans d'autres économies avancées jusqu'à la mi-2022, mais seront endogènes dans les économies de marché émergentes. Les simulations ne prennent pas en compte une augmentation du salaire minimum fédéral.

L'impact à court terme du train de mesures budgétaires américaines sera plus important pour les consommateurs plus sensibles à l'évolution de leur revenu courant, qui bénéficiera immédiatement du plan de relance. À l'inverse, les consommateurs davantage préoccupés par la trajectoire de leurs revenus sur l'ensemble de leur vie et par l'éventuelle compensation budgétaire, alimentée par une future hausse des prélèvements fiscaux, dépenseront moins de revenus liés à des mesures de relance. Dans un cas comme dans l'autre, d'importants gains de production sont attendus à court terme, mais l'impact durable du nouveau plan sur la production et sur l'inflation après 2022 risque bien d'être modeste, en raison du caractère temporaire des dépenses supplémentaires engagées. Le coût budgétaire total sera inférieur au montant du plan de relance, dans la mesure où l'amélioration de l'activité nominale compensera à hauteur d'un quart environ les mesures de relance discrétionnaires initiales, même si le ratio dette publique/PIB progressera de 6 points d'ici 2023.

## Des perspectives mondiales qui s'améliorent sur fond de divergence persistante

La mise au point de vaccins efficaces et leur déploiement progressif ont sensiblement amélioré les perspectives d'une reprise durable, à condition que des mesures soient prises pour garantir que ces vaccins soient pleinement déployés dans le monde entier. Il faudra du temps avant que la production puisse être portée à un niveau suffisant et que les vaccins soient distribués, et les mutations potentielles du virus résistant aux vaccins actuels demeurent une source de risques. Les campagnes de vaccination progressent à des rythmes différents dans le monde (graphique 8), et l'ampleur du soutien des pouvoirs publics ainsi que la spécialisation sectorielle varient considérablement d'une économie à l'autre. L'évolution du virus est incertaine, et des restrictions ciblées des déplacements et de l'activité pourraient être encore appliquées en cas de nouvelles vagues de contamination. De telles restrictions ralentiraient le rythme auquel les secteurs de services les plus durement touchés et les économies tributaires du tourisme peuvent rebondir.

## Graphique 8. Le rythme des vaccinations contre la COVID-19 varie sensiblement d'un pays à l'autre



Note : Les données relatives à la Chine et à l'Afrique du Sud se rapportent au 28 février. Les données relatives à la Corée du Sud et à l'Afrique du Sud se rapportent au 2 mars. Le nombre de personnes vaccinées renvoie au nombre de personnes ayant reçu au moins une injection.

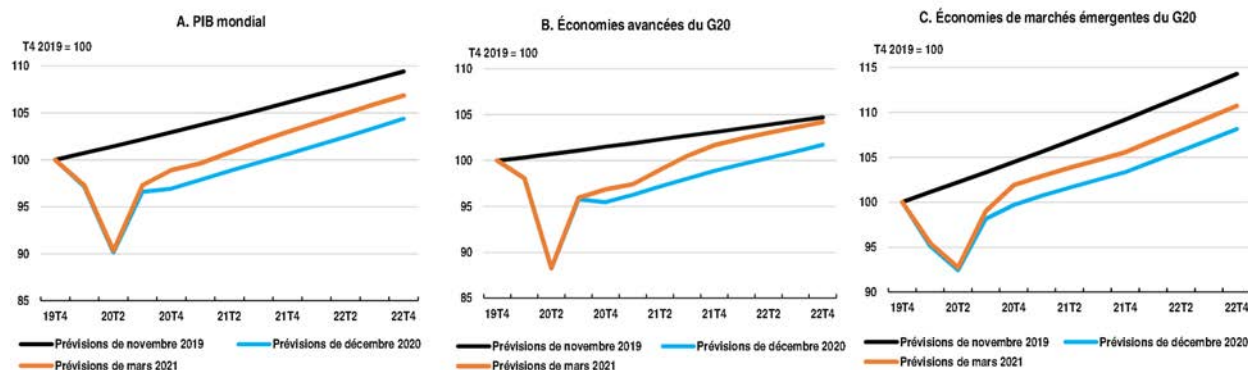
Source : Données sur la vaccination tirées de la base de données Our World in Data, consultée le 3 mars 2021.

Les perspectives économiques mondiales se sont améliorées, puisque l'on prévoit maintenant un redressement de la croissance mondiale du PIB à 5½ pour cent en 2021 et à 4 % en 2022. On anticipe désormais un rebond du PIB mondial plus rapide que dans les *Perspectives économiques de l'OCDE* publiées en décembre 2020, ce qui tient à la dynamique enclenchée par le raffermissement de l'activité économique au second semestre de 2020, à l'accumulation de données attestant de l'efficacité des vaccins contre la COVID-19, et à l'effet stimulant produit sur la demande par les mesures de soutien supplémentaires adoptées dans de nombreux pays cette année, en particulier aux États-Unis (graphique 9).

L'orientation expansionniste des politiques budgétaire et monétaire devrait continuer de soutenir la demande. Moins d'incertitude, plus de confiance et, en fin de compte, de meilleures perspectives sur le marché du travail, tous ces facteurs permettront aux ménages de réduire progressivement leur épargne (graphique 5) même si la concentration croissante de l'épargne parmi les ménages à haut revenu, qui ont une moindre propension marginale à consommer pourrait cependant ralentir le rebond des dépenses dans certains pays. Le redressement de la production industrielle mondiale et des échanges de marchandises devrait aussi contribuer à renforcer les investissements des entreprises et à éclaircir l'horizon des économies intégrées dans des chaînes d'approvisionnement régionales. La hausse des cours des produits de base et le redémarrage différé du secteur des voyages à l'échelle mondiale vont cependant confronter certaines économies de marché émergentes à des vents contraires.

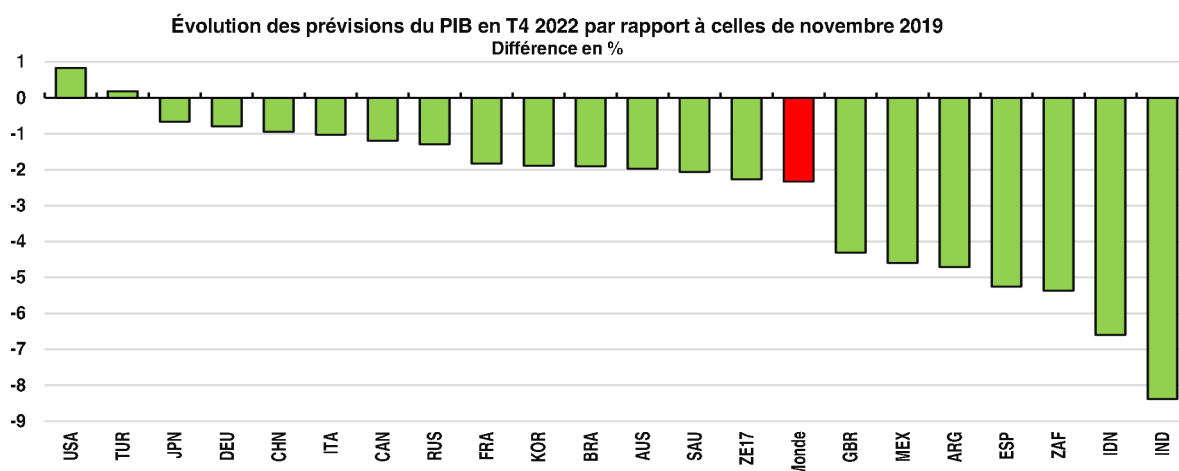
Le PIB mondial devrait s'établir à un niveau supérieur à celui d'avant la pandémie à la mi-2021, mais cette évolution ne sera pas observée dans tous les pays. L'hétérogénéité considérable des variations observées à court terme perdurera sans doute, aussi bien entre les économies avancées et les économies de marché émergentes qu'entre grandes régions du monde. Le risque que la pandémie ait des coûts durables demeure également élevé, puisque la production mondiale fin 2022 devrait rester inférieure au niveau anticipé avant la pandémie (graphique 10). Cela sera en particulier le cas dans de nombreuses économies de marché émergentes, sachant que ce déficit de production devrait être deux fois plus important dans une économie de marché médiane du G20 que dans une économie avancée médiane du G20. La Turquie constitue une exception notable à cet égard en raison, dans une large mesure, du rebond rapide de l'activité enregistré au second semestre 2020.

## Graphique 9. Les perspectives de croissance mondiale se sont améliorées



Note : Les prévisions des *Perspectives économiques de l'OCDE* publiées en novembre 2019 sont prolongées par extrapolation jusqu'en 2022 sur la base des estimations du taux de croissance de la production potentielle en 2021 établies en novembre 2019 pour chaque économie.  
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

## Graphique 10. Le risque que la pandémie ait des coûts durables demeure élevé dans de nombreux pays



Note : Les prévisions des *Perspectives économiques de l'OCDE* publiées en novembre 2019 sont prolongées par extrapolation jusqu'en 2022 sur la base des estimations du taux de croissance de la production potentielle en 2021 établies en novembre 2019 pour chaque économie.  
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

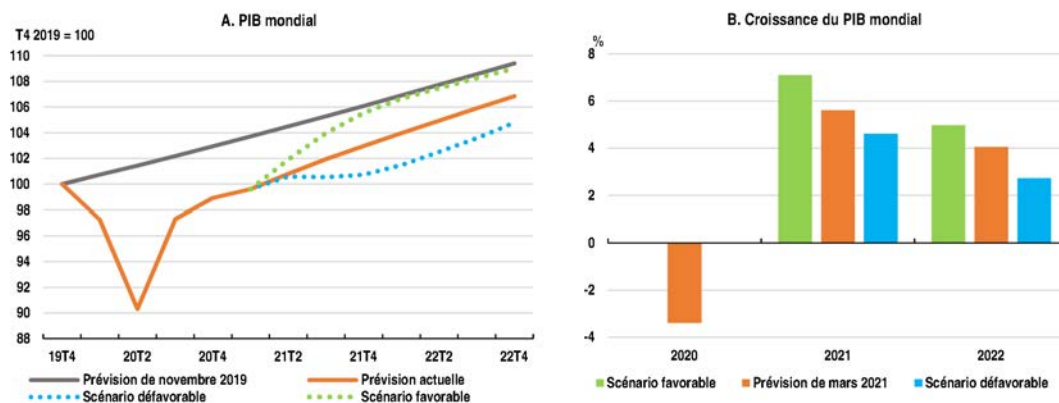
L'impact économique de la pandémie et de ses répercussions demeure bien circonscrit dans de nombreuses économies de la région Asie-Pacifique, grâce à l'efficacité des mesures de santé publique et à l'importante dynamique régionale consécutive au redressement de l'activité industrielle et au rebond de l'activité en Chine. Des mesures budgétaires supplémentaires vont également contribuer à la reprise au Japon et en Inde. Aux États-Unis, une relance budgétaire massive devrait doper notablement la demande et permettre une reprise plus vigoureuse après la pandémie, avec des retombées positives sur d'autres économies, en particulier le Canada et le Mexique. Une reprise plus progressive semble probable dans les grandes économies européennes, compte tenu de la reconduction des mesures d'endiguement début 2021, et du caractère plus limité du soutien budgétaire, même si l'accélération de la campagne de vaccination devrait contribuer à donner un nouvel élan, en particulier au Royaume-Uni. Les économies de marché émergentes d'Amérique latine et d'Afrique sont également confrontées à une nouvelle résurgence du virus, et la lenteur du déploiement des vaccins ainsi que les marges de manœuvre limitées dont disposent les pouvoirs publics pour soutenir davantage l'activité vont probablement brider la reprise.

Les prévisions fondées sur le scénario de référence dépendent de l'évolution de la pandémie, de l'appréciation du rythme auquel les vaccins peuvent être déployés, et de l'impact économique d'une réouverture progressive des économies en 2021 et 2022. La répartition des risques est devenue plus équilibrée ces derniers mois, mais une multitude d'issues différentes demeurent possibles.

S'agissant des risques à la hausse, une progression plus rapide du déploiement de vaccins efficaces dans le monde entier et une large adhésion des personnes concernées à la vaccination permettraient d'assouplir plus rapidement les mesures d'endiguement et de renforcer davantage la confiance des consommateurs et des entreprises.

- Dans l'hypothèse où l'épargne accumulée diminuerait plus vite que prévu, avec une baisse *ex ante* de 1½ point des taux d'épargne des ménages par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre de 2021, la production mondiale pourrait s'approcher de la trajectoire anticipée avant la pandémie (graphique 11). La croissance du PIB mondial pourrait être relevée d'environ 1½ point en 2021, et de 1 point en 2022, ce qui la porterait à 7 % la première année et 5 % la seconde.
- Une telle évolution est subordonnée au maintien des taux d'intérêt directeurs aux niveaux retenus comme hypothèses dans le scénario de référence et à l'absence de réduction du soutien budgétaire discrétionnaire apporté à l'activité au-delà de celle retenue comme hypothèse dans le scénario de référence. Les stabilisateurs automatiques peuvent jouer pleinement dans tous les pays, si bien que le solde budgétaire s'améliore à mesure que l'activité économique redémarre. Par ailleurs, l'expansion économique plus forte contribue à alléger les dettes publiques, le niveau médian du ratio dette publique/PIB diminuant d'environ 5 points dans les économies avancées en 2022.

**Graphique 11. La reprise reste entourée de risques considérables**



Note : Voir la description des scénarios dans le corps du texte. Les prévisions des *Perspectives économiques de l'OCDE* publiées en novembre 2019 sont prolongées par extrapolation jusqu'en 2022 sur la base des estimations du taux de croissance de la production potentielle en 2021 établies en novembre 2019 pour chaque économie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE fondés sur le modèle macroéconomique NiGEM.

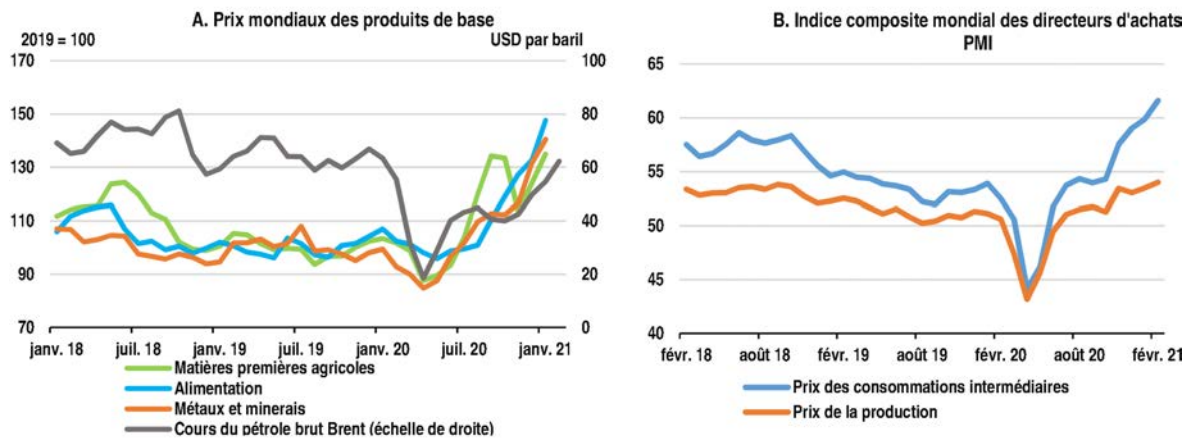
Le plus important risque à la baisse est que le rythme de production et de déploiement des vaccins ne soit pas assez rapide pour stopper la transmission du virus, en particulier s'il y a apparition de nouvelles mutations imposant de mettre au point de nouveaux vaccins ou de modifier les vaccins actuels. Le cas échéant, la confiance resterait fragilisée plus longtemps et les dépenses ralentiraient, les restrictions de déplacement étant susceptibles d'être reconduites au second semestre 2021.

- Les chocs négatifs que pourraient subir les économies sont susceptibles de se produire à des moments différents. Pour de nombreuses économies de marché émergentes et en développement, le risque d'un déploiement plus lent que prévu des vaccins constitue une préoccupation immédiate, qui pourrait peser sur les dépenses. Au cours de la période considérée, d'autres risques tiennent à l'apparition éventuelle de nouvelles mutations du virus, résistantes aux vaccins actuels. Les économies avancées, ainsi que des pays fournisseurs de vaccins tels que la Chine, l'Inde et la Russie, sont également confrontés à des risques potentiels liés à la propagation de nouvelles mutations et au rétablissement de mesures d'endiguement à partir du second semestre de 2021, mais pour eux, l'incertitude est moindre à court terme concernant la production et le déploiement des vaccins, lequel sera probablement achevé en 2021. Tous les pays pourraient assister à une correction notable des prix sur les marchés de capitaux, étant donné l'accentuation de l'aversion au risque et le fléchissement des cours mondiaux des produits de base.
- Dans ce scénario, la croissance du PIB mondial pourrait être amputée de près de 1 point en 2021 et de 1¼ point en 2022, ce qui la porterait à 4½ pour cent la première année et à 2¾ pour cent la seconde (graphique 11). La production resterait en deçà de sa trajectoire d'avant la crise pendant une période prolongée, d'où une plus forte probabilité que les coûts de la pandémie s'inscrivent dans la durée. Les chocs retenus comme hypothèses incluent une hausse du taux d'épargne des ménages de 1 point et une réduction *ex ante* de ½ pour cent du stock de capital des entreprises.
- Les politiques macroéconomiques contribuent à amortir en partie ces chocs. Les taux directeurs peuvent diminuer, même s'il y a une contrainte de positivité des taux d'intérêt nominaux, de sorte que les taux directeurs demeurent inchangés lorsqu'ils sont déjà négatifs, et une absence de nouvelles mesures de politique monétaire non conventionnelle. Les stabilisateurs budgétaires automatiques peuvent aussi jouer pleinement dans tous les pays. Dans l'économie avancée médiane, on pose l'hypothèse d'une hausse du niveau médian du ratio dette publique/PIB de plus de 5 points d'ici à 2022.

### ***Des signes d'inflation ont commencé à apparaître***

L'amélioration des perspectives d'une reprise mondiale soutenue se sont traduites par des anticipations d'inflation en hausse, en particulier sur les marchés financiers. L'inflation globale a augmenté récemment dans de nombreuses économies avancées et reste élevée dans certaines économies de marché émergentes, en partie à cause d'une forte hausse des cours des produits de base et d'épisodes antérieurs de dépréciation monétaire. Un redressement plus rapide que prévu de la demande, notamment de la demande chinoise, conjugué à des difficultés d'approvisionnement, a fortement tiré vers le haut les prix des denrées alimentaires et des métaux tandis que les prix du pétrole ont rebondi pour renouer avec leur niveau moyen de 2019 (graphique 12, partie A). Les pénuries temporaires d'offre dans certains secteurs, comme les semi-conducteurs et le transport maritime, alimentent également des tensions sur les coûts des intrants, visibles dans les enquêtes auprès des entreprises (graphique 12, partie B). Les tensions sous-jacentes sur les prix demeurent généralement modérées dans les économies avancées, en raison de l'importance du volant de capacités inutilisées et du manque de vitalité persistant des marchés du travail (graphiques 6 et 14), même si des facteurs ponctuels, comme la réouverture de secteurs jusque-là soumis à des mesures d'endiguement ainsi que des modifications de la fiscalité indirecte, contribuent actuellement à l'inflation. Dans les grandes économies de marché émergentes, l'inflation pourrait être supérieure qu'escomptée si les monnaies locales continuaient de se déprécier en raison de la hausse des rendements relatifs aux États-Unis. Le renchérissement des produits de base aura également pour effet de doper davantage l'inflation dans les pays importateurs nets, comme l'Inde et la Turquie, par rapport aux pays exportateurs de produits de base.

## Graphique 12. Les tensions sur les coûts commencent à s'intensifier



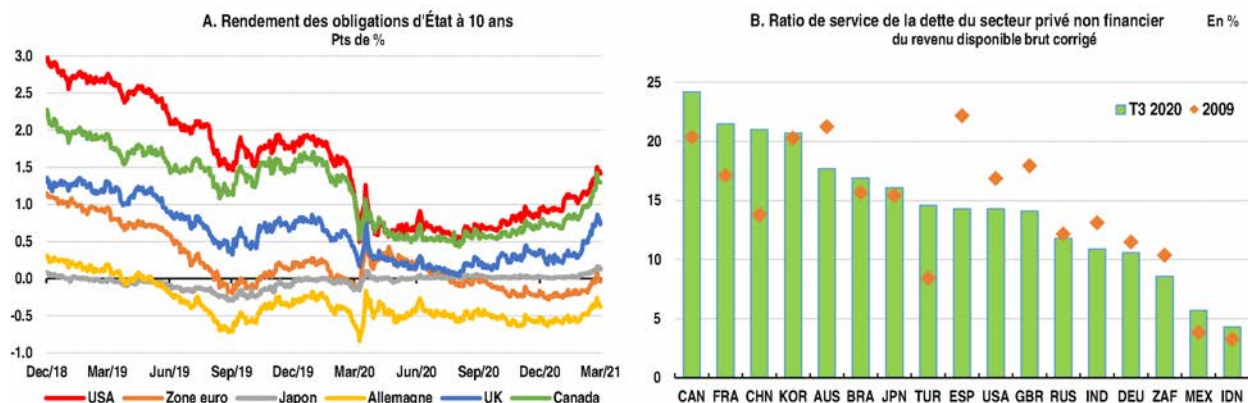
Source : Refinitiv ; et Markit.

### ***D'importants facteurs de fragilité subsistent sur les marchés financiers***

Les mesures rapides et de grande ampleur prises par les banques centrales, conjuguées aux programmes publics de soutien aux entreprises, continuent de soutenir la situation sur les marchés de capitaux. Il n'en reste pas moins que des risques notables persistent sur certains segments de marché, notamment des valorisations excessives sur les marchés d'actions, qui inquiètent, et une forte hausse des prix du logement dans certaines économies. La qualité de crédit sous-jacente s'est elle aussi détériorée, avec des investisseurs qui, en quête de rendement, se tournent vers des segments de marché plus risqués et accroissent leur exposition à des entreprises et des économies de marché émergentes moins bien notées. Le retour des taux d'intérêt à long terme sur les obligations d'État américaines à 1½ pour cent environ fin février, soit à leur niveau juste avant la pandémie, a déclenché des corrections de prix en chaîne sur les marchés financiers. Les rendements obligataires commencent désormais à augmenter dans d'autres pays et sur d'autres segments de marché, mais demeurent toutefois généralement très bas (graphique 13, partie A).

Il existe un risque particulier pour les économies de marché émergentes, celui de voir la hausse des rendements obligataires aux États-Unis déclencher une inversion des flux de capitaux et une recrudescence de la volatilité monétaire, comme cela s'était produit pendant l'épisode du « taper tantrum » de 2013. Une incidence de la relance budgétaire aux États-Unis plus forte que prévu sur l'inflation, ou une divergence plus marquée entre la reprise aux États-Unis et dans d'autres économies avancées, pourraient accroître ce risque. La dépendance de la plupart des économies de marché émergentes vis-à-vis des financements extérieurs est aujourd'hui moindre qu'en 2013, l'augmentation de l'épargne du secteur privé compensant le niveau élevé des emprunts souverains, ce qui devrait permettre d'atténuer l'impact d'une inversion des flux de capitaux. Cela étant, la hausse des cours des produits de base pèsera sur les soldes extérieurs des importateurs nets de produits de base, et de nombreuses économies continueront d'être pénalisées par la faiblesse persistante du secteur du tourisme et des voyages internationaux.

### Graphique 13. Les rendements obligataires ont amorcé une hausse et le service de la dette du secteur privé pèse lourd dans certains pays



Note : Le ratio de service de la dette est défini comme le rapport des charges d'intérêts, auxquelles on ajoute le remboursement du principal, sur le revenu. Le revenu brut disponible est majoré des paiements d'intérêts (et de dividendes pour les sociétés non financières) pour obtenir le revenu disponible pour le service de la dette.

Source : Refinitiv; BIS, Debt Service Ratios Statistics (Banque des règlements internationaux) ; et calculs de l'OCDE.

Le niveau élevé de la dette, en particulier de la dette des entreprises, est un vaste sujet de préoccupation pour toutes les économies, le poids du service de la dette du secteur privé s'établissant au même niveau que pendant la crise financière mondiale, voire au-dessus, en dépit de taux d'intérêt nominaux historiquement bas (graphique 13, partie B). Bien que certaines entreprises ont pu recourir à l'emprunt pour constituer d'importantes réserves de liquidités depuis le début de la pandémie, le niveau élevé d'endettement pourrait brider de nouveaux investissements. Plus généralement, une reprise lente, comme dans le scénario défavorable décrit précédemment, ou l'arrêt trop prématuré des dispositifs publics de soutien, pourraient déclencher un surcroît d'incidents de paiement ou de défauts de remboursement de prêts, qui mettrait en difficulté les créanciers détenant des prêts non performants et accroîtrait le risque de voir se multiplier les faillites. L'engorgement des tribunaux de commerce pourrait alors conduire à la liquidation d'entreprises qui, en d'autres circonstances, auraient été viables, une fois restructurées. Les jeunes entreprises, les petites et moyennes entreprises (PME) et celles qui exercent leur activité dans les secteurs les plus durement touchés par les mesures d'endiguement, en particulier les loisirs et l'hébergement, sont les plus exposées au risque de faillite.

Les mesures de soutien public sous forme de prêts, de garanties de crédit et de reports d'imposition, ainsi que des modifications temporaires des régimes d'insolvabilité, ont permis jusqu'à aujourd'hui d'empêcher une explosion du nombre de faillites durant la pandémie. Les pouvoirs publics se trouvent de plus en plus face à des choix difficiles pour trouver le bon équilibre entre l'accompagnement d'entreprises qui seront finalement viables et pourront se tourner vers les marchés de capitaux privés lorsque la reprise s'installera, et la suppression des aides aux autres entreprises. Le financement par l'emprunt a permis de desserrer les contraintes immédiates de liquidité, mais pour de nombreuses entreprises, y compris des PME, un financement par apport de fonds propres serait souhaitable. Parmi les solutions possibles, on pourrait envisager de convertir certains prêts publics (accordés à cause de la pandémie) en aides, dont le remboursement serait subordonné aux résultats et à des évaluations régulières de la viabilité des entreprises, ou encore adopter des mesures visant à inciter le secteur privé à investir en fonds propres et à s'associer aux dispositifs d'aides publiques.

## **Le soutien des pouvoirs publics doit être maintenu pour que les perspectives d'une croissance durable et inclusive s'améliorent**

L'action publique joue un rôle déterminant pour soutenir l'économie tant que dure la crise sanitaire et pour faciliter l'ajustement à l'environnement post-COVID-19. Des politiques de santé efficaces et bien dotées en ressources destinées à assurer un déploiement des vaccins partout dans le monde, et des mesures macroéconomiques et structurelles flexibles propres à soutenir l'activité sont indispensables pour renforcer la confiance, surmonter les conséquences de la pandémie et en minimiser les coûts à long terme sur les niveaux de vie.

### ***Il faudrait accélérer le rythme de la production et du déploiement des vaccins***

Pour des motifs tant épidémiologiques qu'économiques, la première des priorités est la production et le déploiement de vaccins, dans les meilleurs délais, à l'intention de la population adulte. Il faut tout mettre en œuvre pour accélérer les campagnes de vaccination et faire en sorte que les vaccins fournis soient intégralement utilisés dès leur mise à disposition, sans quoi les coûts économiques et sociaux à long terme de la pandémie risquent d'être majorés.

Les efforts engagés au niveau national doivent aller de pair avec une coopération mondiale plus intense et avec la mobilisation de financements destinés à garantir que des vaccins abordables sont disponibles en temps voulu et en quantité suffisante partout dans le monde. Pour l'heure, les livraisons de vaccins aux pays les plus pauvres et les sommes engagées dans le cadre de l'initiative COVAX demeurent très insuffisantes pour vacciner toutes les personnes qui devraient l'être. Si l'on n'éradique pas le virus au niveau mondial, on risque de voir apparaître de nouvelles mutations, plus dangereuses, et de devoir maintenir certaines restrictions de déplacement. L'annonce faite par certains pays à revenu élevé, dont le Canada et les États-Unis, qu'ils distribueront leurs doses de vaccins excédentaires aux économies à faible revenu, est une bonne chose et montre l'exemple aux autres pays.

Les gouvernements doivent également allouer des ressources suffisantes pour que les systèmes de dépistage, de traçage et d'isolement des malades fonctionnent de manière efficace et permettent de juguler toute nouvelle flambée des contaminations, ce qu'ont réussi à faire plusieurs pays de la région Asie-Pacifique. Cette stratégie conduirait à prendre rapidement des mesures locales ciblées pour prévenir toute nouvelle reprise de l'épidémie avant la fin des campagnes de vaccination dans un souci de maîtrise du coût économique et social global.

### ***Les politiques monétaires doivent rester accommodantes***

Il faut maintenir des politiques monétaires accommodantes dans les grandes économies avancées, comme cela est actuellement prévu, pour aider à préserver des conditions financières favorables et des taux d'intérêt à long terme bas. Les très nombreux programmes de politique monétaire et financière qui sont actuellement menés offrent une grande latitude pour gérer les fluctuations du rythme de la reprise et la volatilité accrue des marchés financiers. Il reste une marge dans le cadre de ces programmes pour financer des prêts d'urgence et un soutien aux prêts bancaires, sans compter que le rythme des achats d'actifs peut être modulé si nécessaire. Des outils macroprudentiels peuvent également être déployés afin d'aider à stabiliser les marchés financiers et les marchés du logement si des tensions sur les valorisations d'actifs apparaissent.

Les facteurs transitoires qui font remonter l'inflation globale ne justifient pas de changer d'orientation dans les politiques menées. Les tensions sous-jacentes sur les prix demeurent généralement modérées et sont maintenues sous contrôle grâce à l'ampleur des volants de capacités inutilisées dans le monde. Aux États-Unis, l'élan que le nouveau dispositif de relance budgétaire va probablement imprimer à la demande contribuera à alléger le fardeau que le soutien à l'économie fait peser sur la politique monétaire. Une forte croissance de la demande pourrait faire monter l'inflation dans une certaine mesure.

aux États-Unis, mais le nouveau régime flexible de cible d'inflation moyenne devrait permettre d'y faire face sans avoir à relever immédiatement les taux directeurs. Il est possible d'abaisser encore les taux d'intérêt dans certaines économies de marché émergentes où les mesures de soutien budgétaire sont limitées, à condition que les effets du renchérissement des produits de base sur l'inflation puissent être contenus et que les taux de change demeurent stables. Le renforcement des accords d'échange de devises entre les grandes banques centrales pourrait aider à assurer des conditions de marché ordonnées.

### ***La politique budgétaire doit continuer à soutenir la demande et à être bien ciblée***

Le soutien budgétaire massif et rapide depuis le début de la pandémie a joué un rôle vital pour soutenir les revenus et préserver les emplois et les entreprises. Contrairement à ce qui avait été fait après la crise financière mondiale, il faudrait se garder de mettre fin prématurément et soudainement aux aides tant que les économies demeureront fragiles et que les mesures d'endiguement brideront la croissance. Les niveaux d'endettement ont fortement augmenté mais le service de la dette reste peu élevé, grâce à la marge de manœuvre procurée par des politiques monétaires très accommodantes. Dans les économies avancées, la question de la viabilité de la dette ne devra être une priorité que lorsque la reprise sera fermement installée.

Les nouvelles mesures budgétaires, décidées depuis peu ou actuellement prévues, doivent être mises en œuvre rapidement et efficacement pour dynamiser la croissance et améliorer les perspectives d'emploi. Dans les économies où de nouveaux plans de dépenses à moyen terme ont été mis en place, comme dans celles de l'UE, il convient de redoubler d'effort pour procéder au décaissement effectif des dépenses et utiliser intégralement les ressources disponibles. Parallèlement, le soutien budgétaire, d'abord destiné à l'ensemble de l'économie, devra être davantage ciblé vers les secteurs les plus durement touchés au fur et à mesure de la reprise, pour faciliter une réaffectation de la main-d'œuvre et du capital en dehors des secteurs confrontés à une faiblesse structurelle de la demande. La décision de mettre fin aux programmes spéciaux devrait être prise en fonction de l'état de l'économie et de la situation sanitaire, ou bien alors ce choix devra être compensé, si nécessaire, par d'autres mesures plus ciblées.

L'ampleur du soutien budgétaire variera sans doute sensiblement (comme on l'a vu) d'une économie à l'autre au cours des deux prochaines années, avec des dépenses supplémentaires considérables aux États-Unis et, dans une moindre mesure, au Japon et au Canada, mais avec des mesures discrétionnaires limitées dans d'autres économies, en particulier en Europe. Il n'en reste pas moins que les déficits budgétaires resteront importants, comme il se doit, et qu'il faudra laisser jouer pleinement les stabilisateurs automatiques. Dans les économies de marché émergentes, il convient de maintenir une relance budgétaire tant que les conditions de marché demeurent favorables et que la viabilité de la dette n'est pas mise en péril.

### ***Des réformes structurelles sont nécessaires pour améliorer la résilience, faciliter la réaffectation des ressources et consolider les perspectives de croissance***

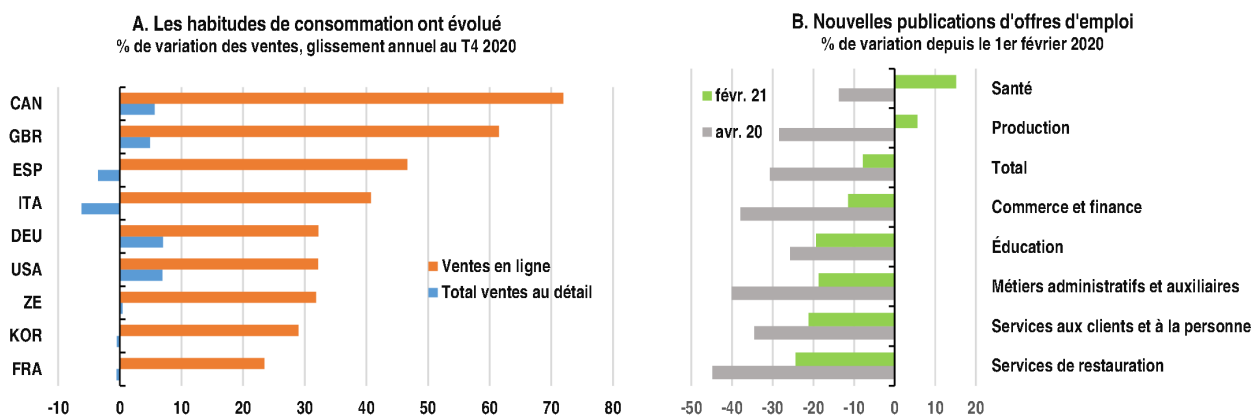
Une intensification des réformes structurelles est impérative dans tous les pays pour élargir les perspectives offertes aux travailleurs ayant perdu leur emploi, renforcer le dynamisme économique et favoriser la réaffectation des ressources vers des secteurs et activités qui peuvent affermir la croissance, améliorer la résilience et contribuer à la durabilité environnementale. La crise imposera probablement une réaffectation de la main-d'œuvre et du capital, dont l'ampleur reste toutefois incertaine. Certains secteurs touchés de plein fouet par les exigences de distanciation physique et l'évolution connexe des préférences des consommateurs pourraient ne jamais retrouver leur taille initiale après la crise. Le passage durable au télétravail, la réduction des déplacements professionnels et l'essor des services par voie numérique (commerce en ligne par exemple) pourraient également modifier la structure des emplois et l'emplacement des lieux de travail dans de nombreux cas (graphique 14). Ces changements potentiels exacerberaient plusieurs problèmes largement antérieurs à l'apparition de la pandémie, résultant d'une longue période de faible croissance, ainsi que l'accroissement des inégalités des situations et des chances et la nécessité de s'adapter à la transformation numérique et au changement climatique.

Les mesures adoptées pour favoriser la reprise post-COVID-19 offrent une occasion de remédier à ces défis anciens et nouveaux, pour autant que les initiatives de relance économique et les plans de redressement parviennent à concilier le soutien au rétablissement de la croissance et à la création d'emplois avec la réalisation des objectifs environnementaux et l'amélioration de la résilience. Comme l'ont montré de précédentes analyses de l'OCDE, les séquelles profondes suite à une grave récession sont sans doute plus limitées dans les pays où les marchés de produits et les marchés du travail peuvent s'adapter afin de faciliter les réaffectations requises après le choc.

Le calendrier des réformes sera particulièrement important pour permettre une accélération de la reprise économique. Les mesures revêtant une dimension budgétaire, comme les plans d'investissement public en infrastructure dans les réseaux numériques, les transports et l'énergie, pourront aider à soutenir la demande et à réaliser des gains de productivité, et constituer une source importante de création d'emplois pour les travailleurs ayant perdu le leur. Un soutien massif aux revenus des ménages les plus pauvres contribuera à rendre la reprise plus inclusive et à soutenir la demande, étant donné leur forte propension marginale à consommer. Un plus grand dynamisme économique, induit par la levée des obstacles à l'entrée aux marchés, et le renforcement des mesures d'activation et d'acquisition de compétences permettront également d'offrir à tous de meilleures perspectives d'emploi et de favoriser une réaffectation de ressources porteuse de gains de productivité.

Pour faciliter le redéploiement des ressources en main-d'œuvre, les dispositifs mis en place au plus fort de la pandémie pour soutenir les emplois et les revenus doivent devenir plus ciblés et de plus en plus axés sur les personnes plutôt que sur les emplois, et s'accompagner de mesures structurelles visant à améliorer la formation et à aider à la recherche d'emploi et au placement. La définition de critères précis liés à l'évolution de la situation pour l'octroi de ces aides, conditionnant, par exemple, les ressources utilisées à l'évolution des conditions du marché du travail, pourrait être un moyen d'amplifier l'efficacité des réformes.

#### Graphique 14. La pandémie a entraîné des changements profonds sur les marchés de produits et les marchés du travail



Note : Ventes au détail aux prix courants. Ventes par internet et via des sociétés de vente par correspondance dans la zone euro ; ventes par internet au Royaume-Uni ; chiffres du commerce électronique aux États-Unis et au Canada ; et achats directs en ligne en Corée. Les chiffres du Canada ne tiennent pas compte des achats en ligne auprès de détaillants établis à l'étranger. Les chiffres de la Corée sont issus de l'enquête coréenne sur les achats directs en ligne (Online Shopping Survey) et excluent les achats « hors biens ». La croissance annuelle des ventes en ligne en France est calculée sur la variation en glissement annuel jusqu'à octobre et novembre 2020. Les données de la partie B du graphique sont issues d'annonces d'offres d'emploi en ligne corrigées des variations saisonnières, ventilées selon le type de profession et agrégées sur 20 pays. Les mois d'avril 2020 et de février 2021 renvoient respectivement aux semaines du 24 au 30 avril 2020 et du 21 au 27 février 2021. Source : Ministère du Commerce américain ; Statistique Canada ; Eurostat ; Offices des statistiques nationales (ONS, Office for National Statistics) ; KOSIS (Korean Statistical Information Service) ; Indeed ; et calculs de l'OCDE.

Le basculement vers les plateformes numériques et le télétravail pendant la pandémie a mis en lumière les possibilités offertes par les technologies numériques. Des politiques publiques efficaces et judicieusement ciblées sont nécessaires pour accélérer la transformation numérique des activités du secteur public et du secteur privé et pour que les ménages les plus pauvres, les petites entreprises, les régions reculées et de nombreux pays à faible revenu ne soient pas laissés pour compte. L'amélioration de la connectivité au haut débit, l'aide aux entreprises pour le développement de modèles économiques en ligne, le renforcement des compétences numériques et les mesures visant à assurer la sécurité des paiements en ligne et la protection des données personnelles sont autant de domaines dans lesquels la poursuite des réformes accélèreraient l'adoption des technologies numériques.

Les efforts déployés par les gouvernements pour soutenir la reprise économique doivent aussi recouvrir les mesures nécessaires pour accélérer la transition des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables et à limiter les menaces à long terme liées au changement climatique. Les aides financières sectorielles devraient, si possible, être subordonnées à des améliorations environnementales, notamment à des progrès sur le plan des engagements et des résultats environnementaux dans les secteurs polluants qui ont été particulièrement touchés par la crise. Donner de premières indications d'un alignement futur des signaux de prix à long terme sur les objectifs environnementaux et climatiques, notamment au moyen d'une tarification du carbone, réduirait l'incertitude entourant les politiques environnementales et améliorerait les perspectives de financement des investissements dans les technologies propres ; cela étant, il faudrait prévoir des mesures de compensation pour atténuer les effets négatifs sur les ménages les plus pauvres et les petites entreprises. De grands projets d'investissement en infrastructure soigneusement conçus, tels que les investissements dans l'extension et la modernisation des réseaux électriques et les dépenses consacrées aux énergies renouvelables, ainsi que des projets pouvant être amortis plus rapidement, comme la promotion de bâtiments et d'appareils plus économes en énergie, peuvent également relancer la demande et offrir de nouvelles possibilités d'emploi aux premiers stades de la reprise.

## **Agir plus vite pour consolider la reprise**

La pandémie de COVID-19 continue d'obscurcir les perspectives des économies à l'échelle mondiale, mais le déploiement des vaccins et la relance budgétaire aux États-Unis promettent une embellie même si les divergences s'amplifient aux niveaux international et national.

Cette évaluation intermédiaire fournit des mises à jour des prévisions mondiales et par pays du G20 présentées dans le numéro de décembre 2020 des *Perspectives économiques de l'OCDE* (Numéro 108).



PDF ISBN 978-92-64-76717-1

